

II. LA NOUVELLE AFFAIRE YUGOSLAVE

C'est d'ailleurs à la lumière de ces tendances de l'évolution de la société soviétique, des craintes de la bureaucratie soviétique devant la politisation des revendications des masses, et devant l'aide objective que fournissent les luttes de tendance au sein des PC, à cette politisation, qu'il faut comprendre la nouvelle "affaire yougoslave" qui a éclaté dès novembre 1957 (refus de la Ligue Communiste Yougoslave de signer la déclaration commune des douze partis communistes et ouvriers), et qui a pris une grande ampleur avec l'adoption, au 7^e Congrès des communistes yougoslaves, d'un nouveau programme condamné comme "révisionniste" par le Kremlin et ses laquais dans la plupart des PC.

Cette "affaire" ne s'explique nullement par de prétendus "errements" de la politique étrangère de la Yougoslavie, par le "flirt" de Tito avec la bourgeoisie coloniale "neutraliste", etc. Sur tous ces sujets, Tito a été un allié fidèle de Khrouchtchev, et même un précurseur d'une politique que le Kremlin n'a nullement abandonnée depuis lors. On pourrait même affirmer que cette nouvelle "affaire yougoslave" a grandement nui aux manœuvres de Khrouchtchev pour cimenter une alliance durable avec la bourgeoisie coloniale neutraliste (Nasser, Nehru, etc.).

Comme nous l'avons démontré dans nos articles parus dans les revues de l'Internationale, cette affaire s'explique exclusivement par le danger que constituent les idées yougoslaves pour le monolithisme des PC en Europe orientale et même dans le PC de l'URSS. La lutte contre le "révisionnisme" est précisément la lutte contre les tendances à la "déstalinisation doctrinale" qui favorisent l'éclosion des forces préparant la révolution politique. Dans ce sens, l'assassinat d'Imre Nagy était le véritable signal de la "lutte contre le révisionnisme", un avertissement solennel donné à tous les militants communistes en URSS, dans le "glacis" et en Yougoslavie : finies les discussions de la "déstalinisation"; il ne s'agit plus d'ergoter, il s'agit d'obéir. Et ceux qui n'obéissent pas subiront, comme Imre Nagy, leur "peine bien méritée"!

Certains, dont les Yougoslaves eux-mêmes, ont affirmé que la "lutte contre le révisionnisme" fait partie d'une lutte de fraction plus vaste que mèneraient, dans le cadre de tout le mouvement communiste mondial, les forces "pro-staliniennes" ou "néo-staliniennes" (dirigées par Mao-Tsé-Toung, par la fraction Molotov et la fraction Souslov en URSS, par la direction du PC tchécoslovaque et celle du SED), contre la tendance "plus souple" qui n'engloberait pas seulement les communistes yougoslaves, polonais et italiens, mais encore Khrouchtchev lui-même et la majorité actuelle du CC soviétique.

Les divergences Khrouchtchev--Mao Tsé Toung ont été manifestes à plusieurs reprises. Elles sont évidentes dans l'attitude diverse prise par les deux partis dans l'affaire de Gaule et envers la révolution algérienne (la Chine a reconnu le gouvernement FIN; le Kremlin ne l'a pas reconnu). Elles étaient évidentes lors de la crise au Moyen-Orient, quand Mao a demandé à Khrouchtchev de venir à Peking afin de faire son "auto-critique" pour la non-inclusion de la République populaire de Chine parmi les nations qui participeraient à une "conférence au sommet".

Il semble cependant exagéré de donner à Mao l'initiative exclusive ou la direction de la campagne anti-yougoslave. La bureaucratie soviétique,